
PARIS, le 06 février 2006

**Monsieur le Premier Ministre
HOTEL MATIGNON
57, Rue de VARENNE
75700 PARIS**

Monsieur le Premier Ministre,

Nous souhaitons attirer votre attention sur l'inquiétude et les difficultés que rencontrent actuellement nos collègues qui interviennent sur la Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale (MGIEN), inquiétude partagée par les autres catégories de personnels.

La MGIEN connaît actuellement des soucis budgétaires suite à une gestion à court terme, sans suivi ni programmation, qui non seulement l'a maintenue (structures et personnels) dans la précarité et la marginalisation, mais va certainement amener la France à rembourser 75 millions d'euros au Fonds Social Européen.

Avec la mise en œuvre de la LOLF, nous craignons que les rectorats, sans le nécessaire réengagement de l'Etat pour pallier les 45% de co-financement européen qui prendront fin en décembre 2006, suppriment tout ou partie de la MGIEN. Pourtant, les actions de remobilisation dans toutes les Académies ont fait leurs preuves et sont reconnues par les jeunes, leurs familles, les partenaires sociaux et l'ensemble de la communauté éducative.

Ces résultats sont le fruit des compétences professionnelles des personnels MGIEN, d'une recherche pédagogique continue et des réseaux qu'ils ont su développer...

La prévention des sorties sans qualification des élèves de plus de 16 ans constitue une priorité confiée à la MGIEN (Loi d'Orientation de 1989, Loi quinquennale de 1993, et Loi d'Orientation de 1998) et rappelée dans le Bulletin Officiel du 05 mai 2005, que la nouvelle Loi d'Orientation pour l'Ecole, dite Loi Fillon, ne semble pas remettre en question. Les événements récents des banlieues sont venus nous en rappeler la nécessité.

Il serait inadmissible que des jeunes (sans qualification ou « décrocheurs ») ne bénéficient plus de l'accompagnement qui leur permettait de repartir sur une formation qualifiante, parce que l'Etat en refusant de se réengager financièrement dans la MGIEN, n'assumerait donc plus sa mission envers eux.

La réussite de la journée de mobilisation des personnels de la MGIEN, à notre appel, le 26 janvier dernier, met en évidence la nécessité de nous recevoir afin de discuter de la situation, et tenter d'obtenir des réponses aux questions suivantes :

- Quelle est la politique ministérielle concernant la MGIEN ?
- Quelle est la dotation ministérielle pour 2006 ?
- Quelles seront les conséquences sur la MGIEN de l'entrée en vigueur de la LOLF ?
- Qu'en sera-t-il de la MGIEN après décembre 2006 (date de la fin du Plan pluriannuel d'attribution du FSE), quels que soient les résultats du plan de reprise ?

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre attachement au service public de l'Education Nationale.

Pour le SNCA e.i.L

Pour la FEDERATION SUD EDUCATION

Françoise ROCHE
Secrétaire Générale

Samuel PANOUILLOT
Secrétaire National

Stéphanie PARQUET-GOGOS
Secrétaire Fédérale